

Daniel Bensaïd

Chili

La marche au coup d'État

Le coup d'État n'éclate pas comme un coup de tonnerre dans un ciel serein. Les événements qui ont suivi la tentative avortée du 29 juin dessinent bien le processus qui aboutit aujourd'hui : regroupement des forces de la bourgeoisie et de l'impérialisme, agonie du gouvernement réformiste, riposte réelle mais empirique des masses et des ouvriers avancés.

I. L'offensive fasciste

Comme en octobre 1972, elle s'articule au départ autour du mouvement des camionneurs qui a débuté vers le 20 juillet. Cette corporation de petits entrepreneurs, dirigée par une mafia et liée à la CIA et à Patrie et Liberté, regroupe les camions dans de grands parcs, élabore une plate-forme de revendications et empêche par la terreur toute circulation, bloquant l'approvisionnement des villes en vivres et en matières premières.

Les tentatives du gouvernement pour réquisitionner les camions sous l'autorité du secrétaire d'État Faivovitch (PS de gauche), en se servant des forces de police, échouent début août. Avec le nouveau cabinet militaire, le général Ruiz devient ministre des Transports. Il nomme des interveneurs militaires dans toutes les provinces qui font traîner les choses en longueur en discutant complaisamment avec les camionneurs.

Le gouvernement capitule sur toute la ligne le 15 août en destituant Faivovitch et en acceptant les exigences de la mafia (promettant même de fournir cinq cents camions neufs pour renouveler le parc). Les « dirigeants »

abattent alors leur jeu en formulant une nouvelle exigence, la démission d'Allende, bloquant ainsi toute issue.

Simultanément, Patrie et Liberté, recrutant des bandes de lumpen avec l'argent de la CIA, organise des attentats sur une grande échelle pour « soutenir » les camionneurs : clous sur les routes, sabotage des ponts et des tunnels, bombes dans les camions et les garages des non-grévistes, meurtre des chauffeurs de gauche.

Les attentats visent aussi à désorganiser l'acheminement de l'énergie : le 13 août, le sabotage des lignes de haute tension privait cinq provinces de courant pendant plus d'une heure. À Valparaiso, c'est une partie des réserves d'eau potable, à Concepcion un oléoduc. Des actions plus classiques frappent des personnages politiques : meurtre de l'aide de camp du président, Arraya, attentat contre les diplomates cubains, des députés du PS. Dernièrement, les locaux du PC ont été attaqués.

Toutefois, ni les usines, ni les quartiers ouvriers n'ont reçu la visite des commandos fascistes qui préféreraient créer un climat général d'insécurité plutôt que de s'en prendre frontalement à la classe ouvrière.

Le style de la presse réactionnaire donne tout son sens à cette vague terroriste : chaque attentat est monté en épingle comme indice de l'impuissance du gouvernement, voire imputé sans vergogne à l'extrême gauche.

Les journaux et la radio de droite ne dédaignent même pas de ressortir des thèmes typiquement nazis, antisémites et xénophobes : Faivovitch est traité de juif polonais par *La Prensa*, journal de la Démocratie chrétienne (DC), qui écrit en outre que, « en plus des calamités naturelles, les *rotos* (« loulous ») chiliens auront à extirper un kyste d'origine juive et communiste qui s'est rendu maître du Chili ».

II. Les manœuvres des politiciens bourgeois

L'offensive fasciste est relayée au plan politique par le jeu des partis : Parti national (PN) et Parti démocrate-chrétien (PDC). Alors que le PN se fait purement et simplement le haut-parleur de Patrie et Liberté au Parlement, le PDC agit avec beaucoup de prudence, jouant sur la stratégie collaborationniste de l'Unité populaire (UP). En juillet, il fait mine d'accepter le « dialogue » qu'il rompt après avoir explicité ses exigences : la participation « institutionnelle » des militaires au gouvernement, c'est-à-dire la nomination d'officiers à tous les postes clefs des ministères remis aux généraux, ce qui serait revenu à instaurer la dictature militaire avec Allende pour potiche. On le voit, la bourgeoisie met en avant des solutions politiques qui, de plus en plus, tendent vers le putsch, mais avec le souci de créer les conditions les plus favorables à son déclenchement : approfondissement de la capitulation réformiste, démoralisation des masses par la prolongation de la crise et même couverture « légale ».

Ainsi, une motion a été votée il y a deux semaines, par le PN et la Démocratie chrétienne, relevant une série impressionnante d'infractions à la Constitution de la part d'Allende et permettant dès lors de le déclarer hors la loi n'importe quand.

III. L'affirmation au grand jour et le renforcement de courants de droite au sein de l'armée

Le *tancazo* (attaque de la Moneda avec les tanks) du 29 juin marque une accélération du processus de prise de position politique de l'armée. Contrairement au passé, il ne s'agissait plus là de quelques déclarations fascistes fracassantes mais isolées, aussitôt sanctionnées

sans remous majeurs par la mise à la retraite de leurs auteurs.

Le *tancazo* faisait partie d'un véritable plan impliquant plusieurs unités dans le pays, alliées en l'occurrence à Patrie et Liberté. C'est parce que ce plan a été démasqué à temps que la sortie du colonel Souper à la tête de son régiment de blindés (*tanques*) n° 2 n'a été qu'une tentative désespérée pour délivrer ses officiers déjà emprisonnés.

Mais, pendant plusieurs jours, de nombreuses unités ont refusé de désavouer explicitement le soulèvement et surtout la vérité éclatait aux yeux de l'armée elle-même et des masses : des dizaines d'officiers se reconnaissaient idéologiquement en Patrie et Liberté et étaient prêts à passer à l'action.

On ne doit pas sous-estimer le coup psychologique porté irrémédiablement par le *tancazo* au mythe du légalisme, du professionnalisme et de l'apolitisme de l'armée, tant vantés par les réformistes. Au sein du PC lui-même, certaines informations attestent que le plénum du comité central, juste après le 29, s'est refusé à engager le parti sur la ligne de la direction de préparation pacifique des élections de 1976 (présidentielles) à cause de la probabilité d'une guerre civile.

La méfiance des ouvriers, à défaut de pouvoir se cristalliser autour de perspectives claires, s'est exprimée par le peu d'affluence et les sifflets au rassemblement convoqué le 9 août par la Cut, ou la direction de celle-ci tenta de faire ratifier le nouveau cabinet « des quatre commandants en chef ».

Tout au long du mois d'août s'affirment au grand jour et se renforcent les courants de droite au sein de l'armée.

Lors de la constitution du cabinet du 9 août, la majorité du haut commandement ne se contente plus du rôle d'entremetteur qu'il

avait assuré après octobre 1972 – sous couvert de stricte application de la constitution – mais, de connivence avec la Démocratie chrétienne, pousse de plus en plus au passage pur et simple du corps des officiers dans l'opposition déclarée à l'Unité populaire et à la revendication de tout le gouvernement pour lui. C'est le général Ruiz, commandant en chef de l'armée de l'Air, qui donne le signal de la manœuvre : bombardé à sa demande ministre des Transports, il démissionne au bout de dix jours, arguant qu'il n'a pas les moyens politiques de résoudre le conflit des camionneurs. Il reprend ainsi l'exigence de la Démocratie chrétienne de participation militaire institutionnelle (voir plus haut).

En démissionnant, Ruiz cherche à entraîner dans le *pronunciamento* ses subordonnés et, au-delà, le reste des forces armées. Allende désamorce *in extremis* cette « bombe », en jouant les appétits de promotion des généraux et force Ruiz à quitter piteusement l'armée. Mais ce n'est que partie remise. La droite porte le coup décisif : des dizaines d'officiers de très haut rang se prononcent quasi ouvertement contre Allende, en envoyant leurs femmes faire pression sur l'épouse de Prats, commandant de l'armée de Terre, commandant en chef et ministre de la Défense, la sommant d'intervenir pour que son mari se solidarise avec son camarade Ruiz et cesse toute collaboration avec les banqueroutiers qui mènent le pays à l'abîme... Le 23 août, soit exactement deux semaines après sa proclamation, le « cabinet de la dernière chance » – comme Allende l'avait lui-même baptisé – s'effondre de fait quand Prats – le chef de file des « constitutionnalistes », franc maçon et ami personnel d'Allende – quitte le ministère et l'armée en déclarant textuellement : « Dans la manifestation devant ma maison se trouvaient plusieurs

épouses de généraux. Parmi ceux-ci, un certain nombre n'a pas eu une attitude correcte. Je ne pouvais pas briser l'armée. J'aurais dû les mettre tous à la retraite et cela n'aurait pu que précipiter le coup d'État. »

On peut supposer que le délai de 15 jours qui s'est écoulé jusqu'au « *golpe* » correspond au désir de la réaction de laisser passer la grande manifestation anniversaire du 4 et d'attendre l'arrivée en vue des côtes de la VI^e flotte américaine (le 9).

IV. Une armée de guerre civile

Par ailleurs de graves événements de ces dernières semaines montrent bien quel instrument de guerre civile la bourgeoisie s'est forgé.

Prenant appui sur la « loi de contrôle des armes », votée en octobre avec les voix des réformistes qui autorise les perquisitions pour rechercher des armes sur une simple dénonciation, la bourgeoisie a suscité de nombreuses « descentes » dans les usines du pays : les révélations sur la « perquisition » qui fit un mort à l'usine Lanera Austral le 4 août montrent que ces opérations constituent un véritable entraînement à la répression anti-ouvrière et à la guerre civile. Les paras de l'armée de l'Air le visage barbouillé de suie et s'appelant par des noms de code ont brutalement fouillé les ouvriers, les ont longuement interrogés sur les détails de la vie politique et syndicale de l'usine (nom des dirigeants, fréquence des réunions, etc.) et leur ont promis la mort s'ils osaient adhérer à un cordon.

La répression s'est aussi développée à l'intérieur de l'armée principalement dans la Marine où les relations sont particulièrement tendues entre officiers et équipage : les officiers ont multiplié les *briefings* provocateurs, laissant supposer la proximité d'un coup d'État à la première tentative de discussion

et de regroupement des hommes d'équipages, ils ont fait donner l'infanterie de marine et jeter en prison plus d'une centaine d'hommes pris sur différents bateaux et arsenaux. Plusieurs d'entre eux ont été torturés : immersion dans des baquets pleins d'ordures et d'urine, abandon pendant plusieurs heures dans les brisants attachés à une bouée, les leçons des écoles « spéciales » américaines, on le voit, ont été bien assimilées.

V. La capitulation des réformistes

Après la sérieuse alerte du 29 juin, les réformistes ont persisté dans leur schéma de l'alliance avec la bourgeoisie nationale dans le cadre de l'étape anti-impérialiste et démocratique, devenue pour la circonstance antifasciste. Ce faisant, courant juillet, ils ont cherché le « dialogue » avec la Démocratie chrétienne qui présentait les exigences habituelles : délimitation définitive des trois aires de propriété (ce qui impliquait de rendre à leurs patrons une série d'entreprises occupées par les travailleurs), etc., et surtout la participation institutionnelle dont nous avons parlé plus haut. Allende et le PC acceptèrent un compromis où, sans aller jusqu'à accorder ce diktat, ils semblaient déjà dans la capitulation. Qu'on en juge par la déclaration d'Allende inaugurale du cabinet des quatre commandants en chef :

« Ce cabinet est celui de la sécurité nationale. Il est chargé de défendre le Chili d'empêcher que les forces armées se séparent du peuple, que celui-ci se sépare du gouvernement et le gouvernement du peuple [...]. Il n'y aura pas d'armée parallèle, je préserverai la verticalité du commandement et j'avertis que le gouvernement repoussera toute tentative d'infiltra-

tion subversive au sein des forces armées et de la police. »

Il désignait ici la soi-disant tentative de subversion au sein de la Marine et, dans une logique bien réformiste qui nous rappelle le « un seul État, une seule armée, une seule police » de Maurice Thorez, il liait les mains à toute tentative de ses propres partisans au sein de l'armée de faire échec au coup d'État.

Pourtant, cela n'a pas suffi à la Démocratie chrétienne qui, après avoir accepté du bout des lèvres le nouveau cabinet, a développé sa politique d'isolement d'Allende culminant avec le départ de Prats. Malgré cela, le président a continué tenacement à agiter le leurre d'une possibilité de dialogue, mettant en avant le moindre député « constitutionnaliste » de la DC jusqu'à la veille du coup d'État.

Dans la même optique légaliste, de peur de briser le magasin de porcelaine des institutions bourgeoises, la démobilisation des masses se convertit en principe d'action. Nous lisons dans *El Siglo* du 15 août, organe du PC, l'énoncé des tâches du moment :

« ... Mobiliser les masses est aujourd'hui une tâche révolutionnaire. Mobiliser les masses est une entreprise patriotique. Les masses, mobilisées, défendent le Chili et les Chiliens. Et, pour défendre le Chili et les Chiliens, les masses se mobilisent en travaillant. »

VI. Vigueur et limites du mouvement de masse

Malgré le peu d'information dont nous disposons, on peut affirmer que les putschistes auront du mal à mettre au pas la classe ouvrière et les masses populaires.

Les formes d'organisation et la prise de conscience politique avaient déjà connu un bond qualitatif en octobre 1972 lors du *tancazo* du 29 janvier, ce sont toutes les entre-

prises du pays qui sont occupées par les travailleurs. Dès ce moment et dans les semaines suivantes, les « cordons » se multiplient : dans les endroits les plus avancés, il s'agit de véritables soviets de délégués élus par les entreprises d'un même faubourg industriel ; ailleurs, c'est le regroupement des dirigeants syndicaux les plus combatifs de la zone ; enfin, il en existe constitués de toutes pièces par la bureaucratie de la Cut (syndicat unique). Quoi qu'il en soit, il s'agit de structures dont la dynamique pousse à la constitution de véritables organes de double pouvoir.

Par ailleurs, certaines zones possèdent des commandos communaux, regroupant, eux, l'ensemble des organisations de masse de la localité : cordon ou à défaut syndicats d'usine, Jap^{1/}, organisation de mères de familles, de *pobladores*, d'étudiants.

Ces organes ont permis l'application des mesures d'autodéfense à l'échelle de groupes d'entreprises ou de quartiers entiers, (barri-cades aux issues du quartier).

La dernière perquisition tentée par l'armée à Santiago, contre le bastion qu'est l'entreprise textile Sumar, souligne la capacité de riposte qui existe déjà ça et là. Mais, surtout, peu de temps après, la population du quartier alertée les prend à revers et les force à faire retraite.

Si exemplaire et porteur d'espoir que puisse apparaître cet épisode, il faut souligner que, pas une fois au cours des dizaines de perquisitions de ces dernières semaines, on a assisté à une velléité quelconque de résistance. Par ailleurs, la vague d'attentats fascistes n'a pu susciter de tentatives de contrôler le terrain en dehors des entreprises et des quartiers ouvriers.

Apparemment, les travailleurs, même les plus avancés ont continué à réclamer la « main

1/ Comité pour le ravitaillement et les prix.

« dure » à un gouvernement qui n'en pouvait mais et a fait confiance à une poignée de flics contrôlés par le PS pour réaliser quelques coups de filets spectaculaires.

L'aiguinement de la crise prérévolutionnaire chilienne a produit des dizaines de milliers de travailleurs d'avant-garde qui rompent empiriquement et ponctuellement avec la ligne réformiste (type PC).

En l'absence d'un parti marxiste révolutionnaire implanté, ces travailleurs ont été facilement gagnés par les thèses centristes théorisant la coexistence au sein du « procès » révolutionnaire du gouvernement réformiste UP, comme « levier » d'une politique révolution-

naire et les organes de double pouvoir naissant. Ces thèses sont le lot commun de l'aile gauche du PS, subdivisée en plusieurs nuances (Aurora de Chile, Posicion...), du Mapu garreton qui a connu une évolution spectaculaire sur la gauche depuis octobre, enfin du MIR qui, jusqu'au 9 août, n'a pas posé le problème de la direction révolutionnaire alternative à l'UP.

À cette date, la capitulation d'Allende apparaît comme tellement évidente que des essais de constitution d'un Front unique révolutionnaire ont eu lieu, lors de meetings politiques, mais surtout à l'occasion d'une vaste campagne pour la défense des marins torturés, campagne dirigée par le Mapu et le MIR, et

d'autres militants révolutionnaires, dont nos camarades du PSR.

La prise de la Moneda et la mort du président sont deux grosses victoires remportées par les putschistes surtout sur le plan moral compte tenu du mythe développé autour d'Allende.

Mais les traditions ouvrières, et plus récentes, d'organisation et de conscience des travailleurs chiliens permettent de penser qu'il ne s'agit là que des premières batailles d'une lutte dure et sanglante

Paris, le 12 septembre 1973

Rouge, 14 septembre 1973